

Règlement de Consultation

Prestations Intellectuelles

Date de création : 04/10/22
Rédacteur : S. Hervieu-Le bec
Version n° : V2
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC – Edp-09-2025 – Accord-cadre de mission d'études géotechniques et de reconnaissance de sols sur le pays de Brest

PHASE 1 : CANDIDATURES



PRESTATIONS INTELLECTUELLES

ACCORD-CADRE DE MISSION D'ÉTUDES GÉOTECHNIQUES ET DE RECONNAISSANCE DE SOLS SUR LE PAYS DE BREST

MAÎTRISE D'OUVRAGE

EAU du PONANT

**ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS
INTELLECTUELLES PASSÉ
SELON LA PROCÉDURE FORMALISÉE
(Articles R. 2124-1, R. 2124-3, R. 2124-4, L.
2125-1, R. 2161-21 à R. 2161-23, R.2162-1 à
R. 2162-6, R. 2162-13 à R. 2162-14 du code
de la commande publique)**

Dossier : Edp-09-2025

**REGLEMENT DE CONSULTATION
(R.C.)**

PHASE 1 : CANDIDATURES

Remise des offres :
Date limite de réception : **le 16/06/2025 à 12H00**

Précision importante : le mémoire technique est une pièce obligatoire à joindre à l'offre, le détail des documents à fournir est spécifié à l'article 4 du présent règlement de consultation. L'absence de mémoire technique entraînera in fine le rejet de l'offre. L'offre sera déclarée irrégulière.

Règlement de Consultation

Prestations Intellectuelles

Date de création : 04/10/22
Rédacteur : S. Hervieu-Le bec
Version n° : V2
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC – Edp-09-2025 – Accord-cadre de mission d'études géotechniques et de reconnaissance de sols sur le pays de Brest

PHASE 1 : CANDIDATURES

SOMMAIRE

1	OBJET DE LA CONSULTATION	3
2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2.1	TYPE DE CONSULTATION	3
2.2	ORGANISATION ET DEROULEMENT DE LA CONSULTATION	3
2.3	DECOMPOSITION EN LOTS.....	3
2.4	COMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE.....	4
2.5	NOMENCLATURE	4
2.6	DUREE DE L'ACCORD-CADRE - DELAI D'EXECUTION - RECONDUCTION.....	4
2.7	VARIANTES	4
2.8	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES.....	5
2.9	VISITE DES LIEUX	5
2.10	CONDITIONS D'EXECUTION EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT	5
3	COMPOSITION ET MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION – CONDITION DE PARTICIPATION.....	5
3.1	COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
3.2	MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
3.3	MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	6
3.4	CONDITIONS DE PARTICIPATION	6
4	PRÉSENTATION DES REPONSES PAR LES CANDIDATS	6
4.1	PHASE 1 : PRESENTATION DES CANDIDATURES.....	6
4.2	PHASE 2 : REPONSE A L'APPEL D'OFFRE.....	9
5	NEGOCIATION.....	12
6	ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE	13
6.1	CHOIX DES DEUX TITULAIRES.....	13
6.2	CHOIX DES DEUX TITULAIRES.....	13
7	QUESTIONS EN COURS DE PROCEDURE ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	15
8	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	15
8.1	DATE ET HEURE LIMITES DE DEPOT SUR LA SALLE DES MARCHES MEGALIS	16
8.2	REMISE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE	16
8.3	PRECONISATIONS TECHNIQUES LIEES AUX PLIS TRANSMIS PAR VOIE ELECTRONIQUE.....	17
8.4	OUVERTURE DES PLIS TRANSMIS PAR VOIE ELECTRONIQUE	17
8.5	MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE	18

Règlement de Consultation

Prestations Intellectuelles

Date de création : 04/10/22
Rédacteur : S. Hervieu-Le bec
Version n° : V2
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC – Edp-09-2025 – Accord-cadre de mission d'études géotechniques et de reconnaissance de sols sur le pays de Brest

PHASE 1 : CANDIDATURES

1 OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation vise à conclure à un accord-cadre multi-attributaires avec clés de répartition s'exécutant au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, qui concerne des missions d'études géotechniques et de reconnaissance de sol.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Type de consultation

La présente **procédure négociée avec mise en concurrence préalable** est soumise aux dispositions des articles R. 2124-1, R. 2124-3, R. 2124-4, L. 2125-1, R. 2161-21 à R. 2161-23, R.2161-21 à R.2161-23, R.2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 à R. 2162-14.

Une phase de négociation des offres est prévue. Toutefois, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans négociation.

2.2 Organisation et déroulement de la consultation

La procédure est décomposée en deux phases distinctes :

- Une phase de candidature – PHASE 1 – au terme de laquelle les candidats admis à présenter une offre seront sélectionnés ;
- Une phase d'offre – PHASE 2 – au terme de laquelle l'attributaire sera choisi.

PHASE 1 (candidature)

La PHASE 1 (candidature) a pour but de **sélectionner les candidats admis à présenter une offre** (procédure restreinte) sur la base des garanties et en application des critères définis à l'Article 4.1 du présent règlement. **A ce stade aucune offre ne doit être remise.**

Dans l'hypothèse où un ou plusieurs candidats remettraient une offre, celle-ci ne serait pas prise en compte.

Les candidats admis à remettre une offre se verront communiquer le dossier de consultation.

PHASE 2 (offre)

La seconde phase (offre) a pour objet de désigner l'attributaire répondant aux critères définis à l'Article 4.2 du présent règlement.

2.3 Décomposition en lots

Les prestations font l'objet d'un lot unique.

Règlement de Consultation

Prestations Intellectuelles

Date de création : 04/10/22
Rédacteur : S. Hervieu-Le bec
Version n° : V2
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC – Edp-09-2025 – Accord-cadre de mission d'études géotechniques et de reconnaissance de sols sur le pays de Brest

PHASE 1 : CANDIDATURES

2.4 Composition de l'accord-cadre

S'agissant d'un accord-cadre s'exécutant par l'émission de bons de commande, le montant des prestations hors taxes sera susceptible de varier dans les limites suivantes :

- Minimum : Sans objet
- Maximum : 700 000€ HT

2.5 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71332000-4	Services d'ingénierie géotechnique

2.6 Durée de l'accord-cadre - Délai d'exécution - Reconduction

2.6.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de deux ans à compter de la notification.

2.6.2 Délai d'exécution

L'exécution des prestations est ordonnée par l'émission de bons de commandes en référence au Bordereau des Prix Unitaires. Le délai d'exécution des prestations est précisé dans le bon de commande correspondant.

2.6.3 Reconduction

L'accord-cadre est reconductible une fois par tacite reconduction à la date d'anniversaire de l'accord-cadre pour une période de deux ans, soit une durée globale de quatre ans maximums.

Par date d'anniversaire de l'accord-cadre, il est entendu la date de notification de l'accord-cadre.

La notification intervient par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. L'avis de réception ou le reçu donné par le destinataire fait foi de la notification.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser cette reconduction.

Si le représentant de l'entité adjudicatrice décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, il en avise par courrier le titulaire de l'accord-cadre 3 mois avant l'échéance de l'accord-cadre.

2.7 Variantes

Les variantes sont autorisées.

Ces variantes doivent, conformément à l'article R. 2151-10 du code de la commande publique, répondre aux modalités précisées ci-après :

Règlement de Consultation

Prestations Intellectuelles

Date de création : 04/10/22
Rédacteur : S. Hervieu-Le bec
Version n° : V2
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC – Edp-09-2025 – Accord-cadre de mission d'études géotechniques et de reconnaissance de sols sur le pays de Brest

PHASE 1 : CANDIDATURES

- Chaque variante répondra au besoin fonctionnel détaillé par le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).
- Dans l'hypothèse d'une proposition de variantes, celles-ci devront être entièrement décrites **financièrement et techniquement** dans des documents **indépendants mais similaires** aux documents demandés pour la présentation de l'offre de base.
- La variante devra impérativement préciser les dérogations au CCTP qu'elle implique. A défaut, elle sera réputée comme respectant et acceptant les prescriptions techniques du cahier des charges.

2.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à trois (3) mois à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.9 Visite des lieux

Aucune visite de site n'est prévue pour la présente consultation.

2.10 Conditions d'exécution en faveur de l'environnement

En application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, l'accord-cadre qui sera conclu à l'issue de la présente consultation contiendra des conditions d'exécution ayant pour objet la protection de l'environnement.

3 COMPOSITION ET MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION – CONDITION DE PARTICIPATION

3.1 Composition du dossier de consultation

Les pièces contenues dans le dossier sont les suivantes :

- Règlement de Consultation (RC)
- Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Bordereau des Prix Unitaires
- Devis Estimatif

3.2 Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est disponible gratuitement en téléchargement sur le site internet : <https://marches.megalisbretagne.org>.

Sur la page d'accueil, sélectionnez : « Recherche avancée »
Sur l'écran de recherche avancée, dans le champ « Référence »

Edp-09-2025

Règlement de Consultation

Prestations Intellectuelles

Date de création : 04/10/22
Rédacteur : S. Hervieu-Le bec
Version n° : V2
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC – Edp-09-2025 – Accord-cadre de mission d'études géotechniques et de reconnaissance de sols sur le pays de Brest

PHASE 1 : CANDIDATURES

Aucun dossier papier ne sera transmis, le retrait des dossiers devra se faire exclusivement sur la plateforme Megalis.

Le candidat est invité à renseigner, lors du téléchargement du DCE, le nom du soumissionnaire, une adresse électronique ainsi que le nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

3.3 Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de transmettre au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la remise des offres des modifications de détail apportées au dossier de consultation ainsi que des renseignements complémentaires éventuels portant sur les cahiers des charges. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.4 Conditions de participation

Les candidats se présenteront seuls ou en groupement conjoint ou solidaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par l'Entité Adjudicatrice est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire de l'accord-cadre est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'Entité Adjudicatrice tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

4 PRÉSENTATION DES REPONSES PAR LES CANDIDATS

Les documents remis par les candidats seront intégralement rédigés en langue française et exprimés en Euro.

Si les documents exigés au titre de la candidature ou de l'offre et fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

4.1 PHASE 1 : Présentation des candidatures

Le dossier de **candidature** vise à garantir que le candidat dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et des capacités économiques financières, techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre.

Règlement de Consultation

Prestations Intellectuelles

Date de création : 04/10/22
Rédacteur : S. Hervieu-Le bec
Version n° : V2
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC – Edp-09-2025 – Accord-cadre de mission d'études géotechniques et de reconnaissance de sols sur le pays de Brest

PHASE 1 : CANDIDATURES

4.1.1 Contenu du dossier de candidature

Le candidat devra fournir un dossier complet comprenant les **pièces de la candidature** telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Si la candidature est présentée sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises :
Identification de l'ensemble des membres du groupement
Forme du groupement
Habilitation du mandataire
Par ailleurs, les éléments relatifs à la situation juridique et aux capacités économiques, techniques et professionnelles demandés ci-dessous doivent être fournis pour chaque membre du groupement
Renseignements concernant la situation juridique du candidat tels que prévus aux articles R. 2142-3 et R. 2142-4 du code de la commande publique :
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
Attestation de régularité fiscale de moins de 6 mois
Attestation de vigilance URSSAF de moins de 6 mois
Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité
Capacité économique et financière du candidat :
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles
Capacités techniques et professionnelles du candidat :
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années
Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
Indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public
Description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise

Règlement de Consultation

Prestations Intellectuelles

Date de création : 04/10/22
Rédacteur : S. Hervieu-Le bec
Version n° : V2
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC – Edp-09-2025 – Accord-cadre de mission d'études géotechniques et de reconnaissance de sols sur le pays de Brest

PHASE 1 : CANDIDATURES

Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen de preuve équivalent et notamment les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres :

- OPQIBI 1001 : Étude de projets courant en géotechnique
- OPQIBI 1002 : Étude de projets complexes en géotechnique
- OPQIBI 1005 : Etude en hydrogéologie
- OPQIBI 1006 : Etude en géophysique
- OPQIBI 1008 : Réalisation et interprétation d'investigations géotechnique in-situ
- OPQIBI 1101 : Etude de terrassements courants
- OPQIBI 1102 : Etude de terrassements complexes
- OPQIBI 1106 : Etude de terrassement avec confortement
- OPQIBI 1202 : Etude de structures béton courantes
- OPQIBI 1233 : Etude de fondations
- OPQIBI 10.10 : Etude d'interaction sol-structure complexe
- OPQIBI 12.33 : Etude de fondations

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Si le candidat n'utilise pas le formulaire DC1 ou le DUME, il devra produire une **attestation sur l'honneur dûment datée et signée** justifiant qu'il n'entre pas dans un des cas d'exclusion de la procédure prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique et qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.

Ils peuvent aussi utiliser le service Document Unique de Marché Européen (DUME) disponible sur la salle des marchés Megalis.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature (notamment les sous-traitants), le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

4.1.2 Dépôt des candidatures

Les candidatures contenant les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat sont transmises dans les conditions détaillées à l'article 8 du présent règlement.

Il est demandé au candidat de déposer le pli électronique dans un dossier zippé en distinguant chaque fichier sous la forme suivante :

- Formulaire DC1
- Formulaire DC2
- Pièces de la candidature exigées à l'article 4.1.1 du présent RC

Règlement de Consultation

Prestations Intellectuelles

Date de création : 04/10/22
Rédacteur : S. Hervieu-Le bec
Version n° : V2
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC – Edp-09-2025 – Accord-cadre de mission d'études géotechniques et de reconnaissance de sols sur le pays de Brest

PHASE 1 : CANDIDATURES

4.1.3 Examen des candidatures

Si le représentant de l'entité adjudicatrice constate, lors de l'ouverture, que des pièces dont la production était réclamée à l'appui des dossiers de candidatures sont absentes ou incomplètes, il pourra, en application de l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, accorder aux candidats un délai pour produire ou compléter ces pièces.

Les documents relatifs à la candidature seront examinés par le représentant de l'entité adjudicatrice. En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si un candidat :

- se trouve dans un cas d'exclusion,
- ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur,
- produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents,
- ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur,

sa candidature sera déclarée irrecevable et le candidat sera éliminé

4.2 PHASE 2 : Réponse à l'appel d'offre

RAPPEL : ce chapitre liste notamment les documents à fournir après la phase candidature à condition d'avoir été invité à soumissionner par l'Entité Adjudicatrice.

4.2.1 Envoi du dossier de consultation aux candidats admis à remettre une offre

Le dossier de consultation est envoyé à chaque candidat admis à remettre une offre (au mandataire en cas de groupement) par le biais de la salle des marchés Mégalis, à l'adresse mail renseignée dans les documents de la candidature.

4.2.2 Dépôt des offres

Elles sont transmises dans les conditions définies à l'article 8 du présent règlement.

Il est demandé au candidat de déposer le pli électronique dans un dossier zippé en distinguant chaque fichier sous la forme suivante :

- Acte d'Engagement
- Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Devis Quantitatif Estimatif (DQE)
- Mémoire technique justificatif et ses annexes :
- Acte de sous-traitance (le cas échéant)

Toute modification apportée aux pièces du DCE (CCTP, CCAP, BPU, DE, AE), hors cadre réservé aux réponses du candidat, sera systématiquement signalée formellement par un courrier d'accompagnement.

4.2.3. Dossier de remise d'offres

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

A - Un projet d'accord-cadre :

Règlement de Consultation

Prestations Intellectuelles

Date de création : 04/10/22
Rédacteur : S. Hervieu-Le bec
Version n° : V2
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC – Edp-09-2025 – Accord-cadre de mission d'études géotechniques et de reconnaissance de sols sur le pays de Brest

PHASE 1 : CANDIDATURES

- un Acte d'Engagement (A.E.) et annexes complété daté et signé par le candidat ;
- le Bordereau des Prix Unitaires renseigné sur le fichier Excel et au format pdf
- le Devis Estimatif renseigné sur le fichier Excel et au format pdf

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

B - Le mémoire technique justificatif

Le mémoire technique rédigé par le candidat devra présenter les dispositions qu'il se propose d'adopter pour mener à bien le projet. Ces dernières devront être concises, précises et clairement rédigées.

Toutes les dispositions proposées devront être ciblées et justifiées au regard des spécificités et des conditions d'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

Ce document comprendra toutes justifications et observations du candidat suivant la trame ci-dessous :

Sous-critère n°1 : Descriptif des moyens humains dédiés à l'accord-cadre

Présentation des moyens humains que l'entreprise s'engage à mettre en œuvre afin d'assurer la réalisation des prestations :

- ✓ Organigramme spécifique précisant l'encadrement de proximité
- ✓ Composition détaillée de l'équipe : Qualité, qualifications et expérience des interlocuteurs affectés à l'accord-cadre mettant en exergue les Curriculum vitae pertinents
- ✓ Un descriptif du personnel d'encadrement particulièrement au niveau du responsable de l'équipe (management de proximité)
- ✓ Un descriptif des moyens humains affectés à la réalisation des prestations (adéquation entre l'équipe projet proposée et les compétences requises pour réaliser les missions)

Incluant les coordonnées de l'interlocuteur unique : nom, adresse, téléphone et adresse mail.

Sous-critère n°2 : Descriptif des moyens matériels dédiés à l'accord-cadre

- ✓ Présentation des moyens matériels que l'entreprise s'engage à mettre en œuvre afin d'assurer la réalisation des prestations, et les moyens nécessaires.
- ✓ Présentation de l'environnement informatique nécessaire à l'établissement des livrables définis au CCTP

Sous-critère n°3 : Dispositions QSE dédiées à l'accord-cadre

- ✓ Qualité : dispositions mises en œuvre pour assurer la qualité lors des prestations (moyens prévus pour l'autocontrôle ; démarche qualité)
- ✓ Sécurité : dispositions prises pour l'évacuation et le traitement des déchets
- ✓ Environnement : mesures envisagées pour limiter les nuisances et les atteintes à l'environnement.

Sous-critère n°4 : Dispositions techniques et méthodologiques

- ✓ Définition des procédures, moyens et méthodes pour réaliser les tâches incombant à l'accord cadre
- ✓ Planning hebdomadaire et plage horaires retenus proposés par le candidat

Règlement de Consultation

Prestations Intellectuelles

Date de création : 04/10/22
Rédacteur : S. Hervieu-Le bec
Version n° : V2
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC – Edp-09-2025 – Accord-cadre de mission d'études géotechniques et de reconnaissance de sols sur le pays de Brest

PHASE 1 : CANDIDATURES

- ✓ Dispositions pour le respect du délai : présentation de l'organisation au sein de l'entreprise pour le suivi des prestations du marché et le respect des délais.
- ✓ Dispositions mises en œuvre pour assurer l'interface et la communication avec Eau du Ponant
- ✓ Sous-traitant : la nature et le montant des prestations que le candidat envisage de sous-traiter

Sous-critère n°5 : Délais de réalisation des prestations

- ✓ Délai type pour une reconnaissance de sol (Délai global, Délai d'intervention sur site, Délai de remise du rapport)
- ✓ Délai type pour une mission complète type G2PRO (Délai global, Délai d'intervention sur site, Délai de remise du rapport)

Rappel : les documents constitutifs du futur accord-cadre figurant dans le dossier de consultation sont acceptés sans modification par les candidats.

Le mémoire technique, un des éléments permettant d'apprécier la valeur de l'offre au vu des critères définis à l'article 5, est une pièce obligatoire à joindre à l'offre.

Rappel : L'absence de ce mémoire technique entraînera in fine le rejet de l'offre. L'offre sera déclarée irrégulière.

Si l'offre du candidat est retenue, ce dernier devra impérativement respecter ce qui est stipulé dans son mémoire technique.

4.2.4. Jugement des offres

Conformément à l'article R2152-1 du Code de la commande publique :

- Les offres inappropriées sont éliminées avant l'analyse des offres
- Les offres inacceptables et irrégulières peuvent être régularisées au cours de la négociation, sur demande de l'acheteur, à condition qu'elles soient régularisables
- Les offres qui demeurent inacceptables ou irrégulières sont éliminées à l'issue des négociations

Conformément à l'article R2152-2 du Code de la commande publique, les offres irrégulières peuvent être régularisées sans négociation, sur demande de l'acheteur, à condition qu'elles soient régularisables et qu'elles n'entraînent pas la modification de caractéristiques substantielles de l'offre.

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 à R. 2152-7 du code de la commande publique, en application des critères et des modalités indiquées ci-dessous :

VALEUR TECHNIQUE DE LA PROPOSITION	60 points
Sous critère 1 : Moyens humains dédiés	15 points
Sous critère 2 : Moyens matériels dédiés	15 points
Sous critère 3 : Dispositions QSE dédiées	10 points
Sous critère 4 : Dispositions méthodologiques (méthodes d'analyse) et performances en matière analytique	10 points
Sous-critère 5 : Délais de réalisation des prestations	10 points

Règlement de Consultation

Prestations Intellectuelles

Date de création : 04/10/22
Rédacteur : S. Hervieu-Le bec
Version n° : V2
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC – Edp-09-2025 – Accord-cadre de mission d'études géotechniques et de reconnaissance de sols sur le pays de Brest

PHASE 1 : CANDIDATURES

VALEUR FINANCIÈRE DE LA PROPOSITION

40 points

Critère « Valeur technique » :

La valeur technique sera appréciée au regard du mémoire technique cadre et en application des sous-critères pondérés figurant dans le tableau ci-dessus.

Critère « Prix des prestations » :

Le critère de prix des prestations sera apprécié au regard du détail estimatif de l'accord cadre (non contractuel), renseigné à partir des prix du bordereau des prix (contractuel).
Seules les cases jaunes seront à compléter par le candidat.

A ce titre, les quantités proposées dans ce détail estimatif sont données à titre indicatif et ne sont donc pas contractuelles.

Note attribuée = $P\% \times (P1/P2)$

P% = pourcentage attribué au critère analysé

P1 = offre la moins disante

P2 = offre analysée

Précisions concernant l'analyse du critère prix :

Si le devis quantitatif estimatif comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, elles seront rectifiées en prenant en compte des prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix unitaires.

Pour le jugement de la consultation, il sera tenu compte du montant total du devis quantitatif estimatif rectifié.

5 NEGOCIATION

Une phase de négociation des offres est prévue. Toutefois, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation. Cette phase pourra être menée avec un ou plusieurs candidats.

Les courriers de négociation seront transmis aux candidats par le biais de la salle des marchés Megalis Bretagne, à l'adresse mail renseignée dans l'acte d'engagement ou à défaut à celle renseignée dans les documents de la candidature.

Les candidats devront transmettre leurs réponses à chaque étape de la négociation par le biais de la salle des marchés Megalis. Les date et heure limites de remise des offres négociées seront précisés dans les courriers de négociation et sont impératifs. Une offre remise après ces date et heure limites ne sera pas prise en compte et la procédure se poursuivra donc sur la base de l'offre précédente.

6 ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

6.1 Choix des deux titulaires

Les deux soumissionnaires dont les offres sont les mieux classées au regard de l'ensemble de critères de jugement des offres, seront désignés par la Commission d'Appel d'Offres d'Eau du Ponant.

Les deux titulaires seront déterminés selon l'ordre de classement des offres :

1er titulaire : classé 1er

2ème titulaire : classé 2nd

La clé de répartition d'attribution des commandes est définie au CCAP.

6.2 Choix des deux titulaires

Chaque candidat disposera d'un délai maximum de 10 jours francs, à compter de la réception du courrier l'informant que son offre est retenue, pour fournir à Eau du Ponant :

- s'il n'a pas été remis au stade de l'offre ou s'il fait l'objet d'une mise au point, l'acte d'engagement signé par le représentant habilité à engager la société,
- les attestations d'assurances en cours de validité,

Pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France.

- le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, si elles n'ont pas été récupérées par le biais du DUME :

- une attestation de vigilance : attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (article D 8222 5 1° du code du travail) ;
- un certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants pour l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée, délivrée par l'administration fiscale dont relève le demandeur ;
- un certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries ;
- si l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou s'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :
 - un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois ;
 - une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM ;
 - un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un

Règlement de Consultation

Prestations Intellectuelles

Date de création : 04/10/22
Rédacteur : S. Hervieu-Le bec
Version n° : V2
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC – Edp-09-2025 – Accord-cadre de mission d'études géotechniques et de reconnaissance de sols sur le pays de Brest

PHASE 1 : CANDIDATURES

tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

- si l'entreprise est en redressement judiciaire, une copie du jugement attestant que la période de redressement couvre la durée prévisible d'exécution de l'accord-cadre.

Pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger.

- Dans tous les cas :

- un document mentionnant (*article D 8222-7-1°-a du code du travail*) son numéro individuel d'identification attribué en application de [l'article 286 ter du code général des impôts](#). Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard (*article D 8222-7-1°-b du code du travail*) du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale ;
- un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
- pour attester ne pas être soumis, en droit national applicable au candidat, à une procédure équivalente à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article [L. 640-1](#) du code de commerce ou ne pas faire l'objet d'une mesure équivalente à une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles [L. 653-1](#) à [L. 653-8](#) du code de commerce, un document délivré par l'autorité administrative ou judiciaire compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

- Dans le cas où son immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, l'un des documents suivants (*article D 8222-7-2° du code du travail*) :

- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

Règlement de Consultation

Prestations Intellectuelles

Date de création : 04/10/22
Rédacteur : S. Hervieu-Le bec
Version n° : V2
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC – Edp-09-2025 – Accord-cadre de mission d'études géotechniques et de reconnaissance de sols sur le pays de Brest

PHASE 1 : CANDIDATURES

- pour les entreprises en cours de création, un document émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre datant de moins de six mois.

En plus des documents exigés ci-dessus, si le candidat a recours, par tout moyen, à des travailleurs détachés, il devra fournir les documents suivants (article R 1263-12 du code du travail) :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Par ailleurs, le cas échéant, le candidat fournira les pièces demandées aux articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail.

A défaut de la fourniture de ces documents dans le délai indiqué ci-dessus, son offre sera rejetée par l'entité adjudicatrice, sans mise en demeure. Le candidat classé deuxième par le représentant de l'entité adjudicatrice pourra se voir attribuer l'accord-cadre, sous réserve qu'il respecte lui-même les obligations indiquées dans le paragraphe précédent.

7 QUESTIONS EN COURS DE PROCEDURE ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

En cas de questions ou de demandes de renseignements complémentaires en cours de procédure, les candidats transmettent impérativement leur demande, **au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres**, par l'intermédiaire du profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalisbretagne.org/>
Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargé le dossier après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

En application de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, toutes les offres déposées pour la présente consultation doivent être remises par voie dématérialisée.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les échanges d'informations intervenant dans le cadre de cette consultation font également l'objet d'une transmission par voie électronique (art. R. 2132-7 du code de la commande publique). Pour les communications adressées par l'entité adjudicatrice aux candidats, cette transmission se fera par le biais de la salle des marchés Megalis Bretagne, à l'adresse mail du candidat renseignée dans l'acte d'engagement ou à défaut à celle renseignée dans les documents de la candidature.

Règlement de Consultation

Prestations Intellectuelles

Date de création : 04/10/22
Rédacteur : S. Hervieu-Le bec
Version n° : V2
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC – Edp-09-2025 – Accord-cadre de mission d'études géotechniques et de reconnaissance de sols sur le pays de Brest

PHASE 1 : CANDIDATURES

8.1 Date et heure limites de dépôt sur la salle des marchés Megalis

Les plis électroniques doivent être adressées avant la date figurant en page de garde du présent RC, à l'adresse internet : <https://marches.e-megalisbretagne.org/>

Sur la page d'accueil, sélectionnez :

« Recherche avancée »

Sur l'écran de recherche avancée, dans le champ « Référence »

Edp-09-2025

Le dépôt des plis transmis par voie électronique ou sur support physique électronique donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception. **Seule l'heure de fin de réception de la réponse électronique compte. L'heure limite retenue par la réception des plis correspondra au dernier octet reçu.**

Il faut donc prendre en considération le temps de l'envoi de la réponse électronique. Le fuseau horaire de référence est celui de Paris.

Conseil aux candidats :

L'heure précise et la date limite de réception des plis ne peuvent faire l'objet d'aucune exception. La collectivité encourage donc fortement les opérateurs économiques :

- à tester leurs connexions bien avant l'heure limite de télétransmission (un outil est disponible sur la plateforme Megalis)
- en cas d'envoi multiples, à bien vérifier que le dernier envoi comporte toutes les pièces demandées au présent règlement de la consultation
- à contacter le support technique de la plateforme pour toutes questions et/ou problèmes rencontrés : le n° d'accès est :

- 02 23 48 04 54 -

En cas ou dans le cadre de la négociation, les délais de remise des offres sont également de rigueur.

8.2 Remise d'une copie de sauvegarde

Conformément à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique et à l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, clé USB) ou sur support papier peut être adressée à l'acheteur.

Cette copie de sauvegarde doit être adressée avant la date et heure limites fixées à l'article 8.1 du présent règlement de consultation.

à

Eau du Ponant
Département Achats logistique QHSE
« ACHATS »

Règlement de Consultation

Prestations Intellectuelles

Date de création : 04/10/22
Rédacteur : S. Hervieu-Le bec
Version n° : V2
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC – Edp-09-2025 – Accord-cadre de mission d'études géotechniques et de reconnaissance de sols sur le pays de Brest

PHASE 1 : CANDIDATURES

Marché Edp-09-2025
210 Bd F. Mitterrand CS30117
29802 BREST CEDEX 9

Elle devra :

- soit être remise directement, contre récépissé,
Au secrétariat Département Achats logistique QHSE « ACHATS »
- soit être expédiée à l'adresse sus-indiquée par tout moyen permettant d'attester avec certitude de leur délivrance avant ces mêmes date et heure limites.

En cas de remise papier, les documents fournis par le candidat seront au format A3 ou A4. Les reliures des documents seront exclusivement sous forme d'agrafage ou de spirales en plastique.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « **copie de sauvegarde** ».

Une copie de sauvegarde qui serait remise ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure fixées ne seront pas retenus. Elle sera renvoyée à son expéditeur.

La copie de sauvegarde sera ouverte uniquement dans les cas prévus à l'article 2-II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Si un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde sur support physique électronique, celle-ci sera écartée par le représentant de l'entité adjudicatrice.

En fin de procédure, si la copie de sauvegarde n'a pas été ouverte ou a été écartée en raison de la présence d'un programme informatique malveillant, elle sera détruite par le représentant de l'entité adjudicatrice.

8.3 Préconisations techniques liées aux plis transmis par voie électronique

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- zip, word, excel, jpg.

Afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, les candidats devront tenir compte des indications suivantes :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les fichiers :
avi, bat, bin, cab, chon, clp, cond, com, dll, drv, exe, htu, js, jse, lha, lzh, mp3, mpg, nlm, ovl, pif, sor, sys, vbe, vbs, vxd, et wav,
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".

8.4 Ouverture des plis transmis par voie électronique

Une fois les dates et heure limites de dépôt des candidatures ou des offres passée, l'entité adjudicatrice procède à l'ouverture des plis transmis par voie électronique.

Présence d'un programme informatique malveillant

Règlement de Consultation

Prestations Intellectuelles

Date de création : 04/10/22
Rédacteur : S. Hervieu-Le bec
Version n° : V2
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC – Edp-09-2025 – Accord-cadre de mission d'études géotechniques et de reconnaissance de sols sur le pays de Brest

PHASE 1 : CANDIDATURES

Lorsqu'ils ne sont pas accompagnés d'une copie de sauvegarde, les plis transmis par voie électronique et dans lesquels un programme informatique malveillant est détecté par l'entité adjudicatrice, sont réputés n'avoir jamais été reçus et le candidat concerné en est informé dans les conditions de l'article R. 2181-1 du code de la commande publique.

Lorsqu'ils sont accompagnés d'une copie de sauvegarde, les plis transmis par voie électronique et dans lesquels un programme informatique malveillant est détecté par l'entité adjudicatrice donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde.

La trace de cette malveillance est conservée.

Pli incomplet, hors délais ou ne pouvant être ouvert

Lorsque le pli transmis par voie électronique est reçu de façon incomplète, hors délais ou n'a pas pu être ouvert par l'entité adjudicatrice, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

S'ils ne sont pas accompagnés d'une copie de sauvegarde, les plis hors délais et ne pouvant être ouverts sont écartés par l'entité adjudicatrice.

S'agissant des plis incomplets, l'entité adjudicatrice se prononcera au cas par cas sur la possibilité de les régulariser, en application de la réglementation en vigueur.

8.5 Modalités de signature électronique

La signature électronique n'est pas obligatoire au stade du dépôt des offres.

L'acte d'engagement correspondant à l'offre finale de l'attributaire sera signé électroniquement par ce dernier, au stade de l'attribution.

Pour ce faire, l'opérateur économique signera au moyen d'un certificat de signature électronique qualifié, qui garantit notamment l'identification du candidat.

- Catégories de certificats de signature :

Les catégories de certificats de signature à utiliser pour signer électroniquement doivent appartenir à l'une des catégories suivantes (cf. article 2.II de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique) :

- certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (règlement eIDAS) ;
- certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.

Toutefois, en application de l'article 10 de l'arrêté du 22 mars 2019 précité, il est possible de signer avec un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, jusqu'à l'expiration du certificat

Règlement de Consultation

Prestations Intellectuelles

Date de création : 04/10/22
Rédacteur : S. Hervieu-Le bec
Version n° : V2
Date de mise à jour : 24/09/2024

RC – Edp-09-2025 – Accord-cadre de mission d'études géotechniques et de reconnaissance de sols sur le pays de Brest

PHASE 1 : CANDIDATURES

concerné (certificat RGS). Dans ce cas, le certificat de signature du signataire doit respecter le niveau de sécurité 2* ou 3*.

- Formats de signature :

Les formats de signature suivant sont acceptés : XAdES, CAdES ou PAdES.

Le format PAdES est fortement recommandé pour des raisons d'interopérabilité avec nos outils informatiques administratifs.

Recommandation importante

Pour la signature électronique, il est fortement conseillé au candidat :

- d'utiliser un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement du 23 juillet 2014 référencé dans la liste nationale de confiance consultable sur le site de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information ([ANSSI](#)).

- d'utiliser l'outil de signature proposé par la salle régionale de dématérialisation des marchés publics « megalis Bretagne ».

Dans ces conditions la signature apposée bénéficiera d'une présomption de conformité. **Dans le cas contraire, le candidat devra mettre gratuitement à disposition de l'entité adjudicatrice le mode d'emploi permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique, lors du dépôt de document signé.**

Précisions :

Un document signé manuellement puis scanné n'a aucune valeur légale.

La signature d'un fichier "zip" contenant lui-même plusieurs documents ne vaut pas signature de chacun de ces documents et n'est pas recevable, **la signature électronique doit être apposée directement sur l'acte d'engagement.**

Important : la personne détentrice du certificat électronique doit également être en capacité d'engager la société.

La procédure de dématérialisation des marchés publics est en cours de mise en œuvre au sein de l'entité adjudicatrice. Ainsi, en fin de procédure, l'entité adjudicatrice se laisse la possibilité de transformer l'offre électronique du soumissionnaire retenu en offre papier ce qui donnera lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Fin du RC